



DOCUMENT DE PROJET
Prolongation avec coût
Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet: Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords - Deuxième Phase Numéro Projet/MPTF Gateway: 00113419	Organisation lead : International Alert (IA)
Personne de Contact: Nom: Christine Buesser, Country Manager DRC Adresse: 59 Avenue des orchidées, Goma Téléphone: +243 993 136 430 E-mail: cbuesser@international-alert.org	Membres du consortium : Pole Institute
	Agent de Gestion(l'AG) : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
	Localité (s) (Province): Province du Nord-Kivu, zone de stabilisation autour de Kitshanga
Durée totale du projet (mois): 26 mois Date de démarrage: 01.01.2019 Date de clôture: 30.06.2020 Date de prolongation/ l'extension : 28.02.2021	Coût total du Projet : 1 836 000 USD Budget de partenaire d'exécution : 1 700 000 USD Frais d'AG (8%) : 136 000 USD
Description du Projet : Le projet Njia za Makubaliano est un projet de stabilisation financé par les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et mise en œuvre dans le cadre de premier pilier de la Stratégie Internationale de l'appui à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS), le dialogue démocratique. Le projet cible la zone prioritaire autour de Kitshanga comprenant les chefferies de Bwito (dans le territoire de Rutshuru) et de Bashali (dans le territoire de Masisi) et la localité de Pinga (dans le territoire de Walikale). L'objectif du projet est de contribuer à la mitigation des tensions communautaires et des risques sécuritaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga (Bashali et Bwito). Les résultats du projet appuient deux objectifs spécifiques : Objectif Spécifique 1 : Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre <ul style="list-style-type: none">• Résultat 1 : L'accès sécurisé à la terre des petits paysans en chefferie de Bashali est renforcé Objectif Spécifique 2 : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies de Bashali et Bwito <ul style="list-style-type: none">• Résultat 2.1 : Les acteurs communautaires, politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, perceptions et comportement en vue de renforcent la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bashali• Résultat 2.2 : Les acteurs communautaires, politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, pratiques/perceptions et comportement en vue de renforcent la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bwito	



PAGE DE SIGNATURE

Partenaire d'exécution	Le Deputy Team Leader l'Unité d'Appui à la Stabilisation
<i>Nom du/de la Représentant</i> : Christine Buesser	<i>Nom du/de la Représentant</i> : Jean-Francois Dubuisson
<i>Signature:</i>	<i>Signature:</i>  Jean-Francois Dubuisson
<i>Nom de l'Organisation:</i> International Alert  DRC PROGRAM	<i>Nom de l'Organisation:</i> Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
<i>Date & Cachet</i>	<i>Date & Cache</i>
26/6/2020	02-juil.-2020



Table des matières

Longueur maximale 5 pages

I. Cause des changements apportés au projet et justification **a. Nature du changement et justification**

Avec cette révision, le consortium International Alert-Pole Institute demande une prolongation/ une extension avec coût du projet Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords - Deuxième Phase (numéro du projet 00113419) de huit (8) mois.

Les fonds additionnels et la prolongation du projet se justifient par:

- La nécessité de terminer certaines réalisations clés qui sont les fruits du processus de dialogue mené dans les deux années passées et qui vont consolider les acquis du projet et assurer leur pérennisation ;
- Le retard de l'installation des animateurs du nouveau gouvernement élu en décembre 2018 et la nécessité d'avoir un nouvel engagement politique pour poursuivre les activités avec les groupes armés ;
- La replanification des activités menées par Pole après la suspension des activités du projet menées par Pole avec les groupes armés (DDR) par le Secrétariat Technique (UAS et STAREC) ;
- Le report au deuxième semestre 2020 de la mise en œuvre de certaines activités causées par les mesures préventives de lutte contre la pandémie Covid-19 apparue depuis mars 2020 en RDC.

Les fonds additionnels et la prolongation du projet permettra le projet de :

- Mettre en œuvre les activités qui n'ont pas été exécutées dans la dernière phase, à cause 1) du retard de l'installation d'un nouveau gouvernement et la nécessité d'avoir un nouvel engagement politique et 2) de la pandémie Covid-19 apparue depuis mars 2020 en RDC ;
- Pérenniser les acquis et résultats des phases précédentes à travers l'appropriation communautaire et l'engagement politique pour saisir les opportunités devant faciliter la clôture de certains processus de résolution des conflits qui ont été appuyés depuis le début du projet, par exemple le retour du Mwami et la construction de commissariat de PNC qui se trouve dans le plan d'action de Bwito, la mise en place de la Coopérative-Ustawi ;
- Accompagner les nouvelles autorités élus en décembre 2018 (notamment le Ministère du Plan, Ministère de l'Intérieur, et Ministère des Affaires Foncières au niveau provincial) de comprendre leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre des plans d'action des chefferies de Bashali et de Bwito, pour que l'opérationnalisation desdits plans continue après la fin du projet ;
- Préparer les jeunes de la zone qui ont été accompagnés par le projet pour les activités de RRR, par la construction d'une base de confiance entre eux, et spécifiquement mener des initiatives de plaidoyer avec les autorités au niveau local, provincial et national sur les résultats d'une recherche sur les groupes armés parmi lesquels les jeunes sont les acteurs clés.

Pendant que le consortium International Alert-Pole Institute préparait la note justifiant la demande des fonds additionnels et extension du période de la mise en œuvre, Covid-19 a commencé à devenir un problème en RDC. Par conséquent, notre planification des activités



a connu un changement suite à la suspension de la mise en œuvre de certaines activités qui demandaient que les gens se réunissent à plusieurs personnes ou de voyager. L'hypothèse de l'équipe projet est qu'on peut reprendre la mise en œuvre normal des activités à partir de juin 2020 selon le plan de travail révisé. Pendant la crise, le projet continuera avec l'engagement politique, qui est essentiel pour la mise en œuvre du commissariat et pour la résolution de conflit autour du Mwami. On va aussi continuer avec l'étude de faisabilité pour les activités de pépinières de la coopérative USTAWI et avec les projets de construction envisagés, notamment la construction du pont et la construction du commissariat at Kikuku. Les équipes vont respecter tous les mesurer d'hygiène pour se protéger contre le virus et travailler avec les autorités et les structures communautaires pour mesurer et gérer le risque d'exposition du staff et des communautés, ainsi qu'un suivi de la perception du projet en continuant avec ces activités pendant cette période. En cas contraire et si la crise continue, il faudra envisager si nécessaire la possibilité d'une autre révision du projet. Les formations à distance (par une méthodologie de formation des formateurs en cascade, ou des formations par radio) peuvent être considérer à long terme si des restrictions continuent. Ou c'est nécessaire de faire des formations et des réunions physiquement, des groupes peuvent être divisés pour qu'on ne rassemble pas plus de 20 personnes et tout en respectant les mesurer d'hygiène.

Sous objectif spécifique 1 : Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre

1.1. Assurer le bien assis de la coopérative USTAWI

La coopérative USTAWI a été mise en place à l'issu des ateliers de négociation entre les paysans sans terre et les concessionnaires. La stratégie de la relance des cultures pérennes accepté par les parties prenantes sera assurée et financé par la coopérative agricole USTAWI, avec l'appui de gouvernement congolais. Le projet a accompagné tout le processus de légalisation de la coopérative qui dispose aujourd'hui des premiers documents légaux pour son fonctionnement (Acte constitutif notarié, Statuts, etc.). A ce jour, les autorités locales, provinciales et nationales ont davantage pris connaissance de la problématique et la solution apportée pour faciliter l'accès à la terre pour les nombres paysans sans terre dans la zone autour de Kitshanga. Ils se sont engagés à s'approprier et accompagner la stratégie de relance des cultures pérennes identifiée comme solution durable d'accès à la terre par les parties prenantes (concessionnaires, paysans sans terre et autorités locales). Toutefois, au-delà de différents textes sur le fonctionnement de la coopérative USTAWI, le projet continue à peaufiner cette stratégie en vue de clarifier davantage le statut des paysans sans terre dans la coopérative et les mécanismes qui vont lier de façon pratique les paysans sans terre aux concessionnaires. La mise en place de la coopérative est basée sur un processus de dialogue inclusive sur les approches foncières. Le projet a investi dans le processus pour que la solution est durable et acceptée par tous les membres de la communauté. Ce processus robuste a pris assez beaucoup des temps qui explique pourquoi le projet n'était pas en mesure de mettre en place les cultures pérennes avant la fin de la deuxième année. Le travail pendant la période de prolongation sera alors focalisé sur la finalisation de cette stratégie ainsi que la poursuite des plaidoyers pour la mobilisation des fonds pour la relance des cultures pérennes¹. Ce travail est important pour

¹ Dans une réunion avec le Gouverneur du Nord-Kivu et le GPPM, le Gouverneur a dit que la relance des cultures pérennes est une bonne idée et que le Gouvernement a mis la relance des cultures agricoles/ pérennes dans son plan d'action de la Province. Donc il faut approcher le Ministre du Plan pour inscrire les cultures de relance des cultures pérennes dans ses priorités ; mais l GPPM ne peut pas faire cela sans avoir le plan de commerce et l'étude de faisabilité.



consolider tout le processus que le projet a mise en place depuis 2018 pour renforcer la stabilité dans la zone et amener les communautés ensemble à travers la relance des cultures pérennes. Voir la note technique **en annexe 1** par rapport à la méthodologie relance des cultures pérennes. Cette relance présente les avantages suivants pour les communautés de cette contrée :

- Augmentation de la production agricole dans la zone par l'accès aux espaces par les paysans sans terre;
- Réduction des camps des déplacés dans la zone. Car, les paysans qui s'y retrouvent par manque d'espace où vivre vont trouver des champs et parcelles pour leurs familles dans les extensions des plantations ;
- Réduction des groupes armés, puisque les jeunes démobilisés et à risque de recrutement, trouveront un encadrement par le travail que va offrir la coopérative dans les plantations réduisant ainsi leur attraction par les groupes armés ;
- Réduction des tensions foncières entre les paysans sans terre et les concessionnaires avec leur impact négatif sur les relations intercommunautaires.

Ce processus connaîtra l'appui des autres acteurs comme les activités du consortium FARM qui appui les agriculteurs avec les semences et les formations sur les techniques culturales. Le consortium va approcher le projet FARM pour explorer les possibilités de faire des formations et d'encadrer les bénéficiaires du projet sur les techniques agricoles et appui en intrants agricoles.

Suivant l'approche expliqué dans l'annexe 1, pendant la période de prolongation, le projet va se focaliser sur :

- Finalisation et l'obtention de tous les documents juridiques de la coopérative USTAWI ;
- Identification des paysans sans terres bénéficiaires directes² et de 3 sites pilotes (axe Bashali, axe Pinga³ et axe Bwito – les sites précises seront basé sur l'étude de faisabilité et accorde avec les concessionnaires, paysans sans terres et autorités) ;
- Ateliers avec les représentants des paysans des Bashali, Pinga et Bwito pour assurer leur soutien de l'initiative ;
- Atelier de plaidoyer avec les concessionnaires pour l'installation des paysans sans terre dans les concessions sous la gestion de la coopérative agricole USTAWI ;
- En coordination avec le projet FARM :

Au niveau de la province, le Gouvernement devrait réfléchir comment créer un fond pour le développement agricole.

² Les paysans sans terres seront identifiés avec les autorités locales et vont répondre à certains critères élaborés ensemble. Basé sur les discussions déjà tenu, les anciens ouvriers seront privilégiés parce qu'ils ont déjà assez beaucoup des capacités qu'ils peuvent passer aux nouveaux ouvriers. Les jeunes et les femmes vulnérables dans les camps de déplacés seront aussi privilégiés : les jeunes hommes et femmes seront privilégiés parce qu'ils sont parmi les acteurs les plus vulnérables à la manipulation violente et ont créer beaucoup d'insécurité dans la zone dans la passée. Ils font face aux obstacles spécifiques pour accéder la terre comme la plupart des terres sont hérités. Les femmes paysannes vulnérables (notamment les veuves ou les femmes sans famille) seront aussi privilégiés comme elles ont beaucoup des difficultés pour accéder la terre ; malgré selon la loi elles ont le droit d'hérités les terres, souvent cette loi n'est pas respectée par les communautés. Elles sont très souvent soumises aux abus sexuels ou basé sur le genre par les gérants des parcelles pour accéder les terres. Même si le projet ne sera pas dans une position de travailler à long terme sur le changement des attitudes des hommes paysans par rapport à ces défis (comme le projet continuera pour seulement 8 mois), il sera important de mettre en place un mécanisme de référence dans lequel les femmes ont confiance ou elles peuvent rapporter des crimes VSBG et accéder des services médicaux.

³ Il est attendu que les activités ont Pinga vont prendre quelques semaines de plus à cause de mauvais état de la route : il est passable mais avec difficultés. Il y a un projet de reconstruction qui est en cours mais qui ne sera pas fini avant fin juillet 2020.



- Appui en intrants agricoles (semences) aux initiatives économiques sur les terres négociées avec les concessionnaires ;
- Formation des pépiniéristes et des paysans sur les bonnes techniques agricoles ;
- Appuyer la réalisation d'une étude de faisabilité et d'un business plan pour USTAWI ;
- Appuyer le lancement des 6 pépinières de the/café/Cacao (2 par site pilote) ;
- Organiser trois actions de plaidoyer et de mobilisation des fonds à Goma et Kinshasa en faveur du business plan produit pour la Coopérative.

Les émissions radios sur la thématique d'accès à la terre et les tribunes d'expression populaires seront mis en œuvre dans le Bashali et Bwito aussi pour encourager plus des paysans sans terres d'adhérer au processus de la coopérative. Spécifiquement ces tribunes seront mises en œuvre pour attirer des groupes marginalisés, comme les femmes vulnérables et les jeunes hommes et femmes, et encourager la participation des femmes vulnérables dans les activités et la prise des décisions de la coopérative. Pour faciliter la participation des femmes dans ces activités, les émissions seront diffusées à une heure quand les femmes ciblées ne sont pas dans les champs ou au travail. Le projet va continuer à appuyer les structures de résolution des conflits foncières et les plateformes des femmes et jeunes appuyés par UNHABITAT, notamment le Conseil Local de la Jeunesse (CLJ). Le projet va spécifiquement les appuyer d'élaborer un plan de sortie et de pérennisation pour qu'ils peuvent continuer à fonctionner après la fin du projet. Comme appui, le projet va renforcer leurs capacités dans la thématique de prévention et gestion des conflits et sensibilité au genre pour qu'ils soient plus inclusives, représentatives et plus efficaces dans leur travail pour que tout le monde fait référence à ces structures.

Sous objectif spécifique 2 : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies de Bashali et Bwito

Au cours de la deuxième année du projet, les activités de cet objectif spécifique avec les membres des groupes armés avaient été suspendues par le secrétariat technique en novembre 2019, après la poursuite de la politique de « traquer » les groupes armés par le gouvernement congolais. L'introduction de cette politique avait rendu dans le temps le travail de sensibilisation trop dangereux pour nos équipes et donc avec le Secrétariat Technique on a décidé de focaliser sur le renforcement de l'autorité de l'état par rapport aux questions de la sécurité et leur engagement avec des communautés. Cependant, en avril 2020 le projet a gagné l'engagement politique pour reprendre quelques activités liées au travail avec les groupes armés. Actuellement les activités de sensibilisations seront menées avec l'engagement politique du Gouverneur de la province du Nord-Kivu dans la lettre n°01/264/CAB/GP-NK/2020 du 24 avril 2020 autorisant le programme STAREC du Nord-Kivu à procéder à la sensibilisation et la démobilisation des éléments des groupés armés dans les zones prioritaires. Cependant le gouvernement provincial devrait mettre en place une bonne stratégie DDR alternative de prise en charge pour éviter de tomber dans les erreurs du passé comme le manque d'encadrement après la démobilisation.

2.1. Amener les nouvelles autorités de comprendre les acquis du projet et les plaider de prendre certaines actions basées sur le plan d'action issu du processus de dialogue



Au cours de l'année 2019, le projet a essayé d'échanger avec ces autorités nationales (Présidence et ministères nationaux) mais plusieurs entre elles ont été seulement installées à partir de la fin de l'année et pourtant c'est celles autorités qui vont suivre la mise en œuvre des plans après la fin du projet. C'est essentiel que ces autorités comprennent bien le projet, l'origine des plans, le processus qui ont été mené pour les mettre en place, et spécifiquement comment dans leurs rôles actuels ils peuvent contribuer à la réalisation des actions dans les plans.

Pendant la période de prolongation, le projet va appuyer les **réunions trimestrielles** du conseil consultatif où les membres dudit conseil recevront des informations sur la stabilisation dans la zone du projet et donneront leurs avis et recommandations y compris leur analyse du degré de sensibilité au genre dans la mise en œuvre du projet. Etant donné que c'est un conseil composé essentiellement des notables et faiseurs d'opinions, ils seront sollicités pour appuyer les commissions mixtes de pacification de Bashali. Des **émissions radios** en rapport avec la sécurité et la paix dans la zone vont donner l'opportunité aux communautés de poser des questions auprès des autorités et vont également renforcer le rôle des autorités dans la recherche des solutions inclusives aux questions de sécurité qui seront adressées. Ce plaidoyer va continuer au niveau territorial aussi, pour renforcer le rôle des autorités locales dans la mise en place des plans de développement de Bashali et Bwito.

Un exercice de mise à jour des plans d'action de Bashali et Bwito sera organisé avec ces autorités et les autorités provinciales pour établir le niveau de progrès d'opérationnalisation des plans et pour clairement définir les rôles et responsabilités de chaque autorité (surtout les nouvelles autorités) dans leur mise en œuvre pendant les derniers mois du projet et après la fin du projet. Pour accompagner le processus, le projet organisera des sessions de renforcement des capacités en analyse de contexte, analyse sensible aux conflits, conduite des actions de plaidoyer pour qu'ils soient suffisamment capacité d'accompagner ces autorités dans les prochaines étapes cruciales dans la mise en œuvre des plans.

2.2. Renforcer l'autorité de certains autorités clés dans la zone

Le plan d'action pour la paix dans la chefferie de Bwito a souligné que le retour du Mwami dans la chefferie est une première des priorités pour la stabilisation et la restauration de l'autorité de l'Etat. Elles ont par la même occasion mis en place des stratégies préalables pour le retour du Mwami. A ce jour, plusieurs de ces stratégies ont été mise en œuvre par le consortium International Alert et Pole Institute dans le cadre du projet notamment plusieurs plaidoyers auprès du Gouvernement pour le déploiement et le renforcement des forces et services de sécurité au chef-lieu de la chefferie, des discussions avec le Mwami pour son retour dans la chefferie (le Mwami a donné son accord pour son retour) et la réparation du véhicule du Mwami pour son transport. Le projet a également appuyé la réhabilitation de la maison du Mwami. Pendant la période de prolongation, pour faciliter le retour final du Mwami, le projet va :

- **Réunion et faire de concertation avec les familles royales**

Organiser **une réunion et faire de concertation avec les familles royales** pour avoir un consensus sur la question de succession et faire le suivi de l'acte engagement signé en 2018 et mettre cet acte d'engagement à jour.

- **Installation du commissariat**



Parmi les grandes priorités autour de la sécurité dans le plan d'action de Bwito, il y avait l'installation du commissariat de la PNC et d'autres forces et services de sécurité au chef-lieu de la chefferie de Bwito. Grace aux efforts du projet il y a maintenant la volonté politique au niveau provincial et territorial pour l'installation du commissariat - cependant ces efforts risquent de tomber parce qu'il n'y a pas de financement au niveau du gouvernement provincial pour la construction du bâtiment pour ces forces de sécurité. Dans la période de prolongation, et avec les fonds additionnels, le projet propose de **construire un bâtiment** qui va faciliter cette installation et va assurer la volonté continue autour de ce question sensible. Le projet va juste construire le commissariat de la police et y mettre les mobiliers (table et bureau) et l'Etat congolais aura la charge du déploiement et la prise en charge des éléments de la PNC. Le STAREC a pris la responsabilité de communiquer avec le Ministère de l'Intérieur et la Direction Provinciale de la Police par rapport à la construction du bâtiment et son équipement. Le déploiement des policiers est conditionné par la finalisation des travaux de construction du bâtiment du commissariat parce que les démarches éteint difficiles. Les autorités ayant le fonctionnement de la police dans leurs attributions hésitaient parce qu'il n'y avait pas de bâtiment pouvant servir de bureau pour la police à Kikuku en chefferie de Bwito. Afin d'accélérer le processus, le projet va s'appuyer sur les fonds pour l'engagement politique, le plaidoyer du GPPM et la commission mixte de pacification de Bwito par des actions de plaidoyer auprès des autorités qui ont dans leurs responsabilité la gestion des unités de la PNC :

- Un premier plaidoyer sera mené auprès le Ministre de l'Intérieur et le Ministre Affaires Foncières pour formaliser l'espace sur lequel le bâtiment sera construit ;
- Un deuxième plaidoyer sera mené auprès le Gouverneur et la PNC de confirmer qu'il y aura la création d'un nouveau district pour faciliter l'utilisation de ce bâtiment ;
- Un troisième plaidoyer sera mené auprès du Ministre de l'Intérieur et du Gouverneur de la Province: l'Administrateur de Territoire doit demander de l'équiper le bâtiment et après c'est le Ministre de l'Intérieur qui va instruire le Mwami de rentrer ; le Gouverneur doit demander aux autorités au niveau de Kinshasa d'assurer un déploiement des policiers dans la zone ;
- Un quatrième plaidoyer sera mené auprès du Ministre de l'intérieur qui doit ordonner le déploiement des éléments de la police au commissariat de Kikuku.

C'est ce commissariat qui va combler les vides sécuritaires dans le Bwito en remplacement des éléments des groupes armés qui se seraient rendus/désengagés. Pour appuyer cette activité, des ateliers des sensibilisations seront aussi organisés pour les responsables des FARDC, de la police et des services de sécurité sur le respect des droits des populations civiles.

• **Equipement de la maison du Mwami de Bwito**

Avant la remise officielle de cet ouvrage, une mission de vérification et certification a été effectué en décembre 2019, pendant lequel il a été constaté qu'il y avait un manque des mobiliers tels que le canapé pour le salon, la garde-robe, la table et les chaises pour la salle à manger, les lits et les matelas pour 4 chambres à coucher, les étagères pour le dépôt et la cuisine, 2 armoires pour garder les stencils, frigo solaire cet. Pour que le projet peut contribuer au retour final du Mwami, et à la requête du gouvernement, nous allons contribuer à l'achat et l'installation de ces matériaux pendant la période de prolongation. Il faut préciser que malgré l'équipement de la maison du Mwami il est important non seulement d'installer un commissariat de la Police mais aussi d'organiser une réunion et



concertation avec les membres de la famille royales pour avoir un consensus sur la succession et faire le suivi de l'acte d'engagement et mettre cet acte à jour.

2.3. Mettre fin au conflit entre Hunde et Nyanga sur l'assassinat du Mwami Ngulu Maneno à Mutongo

Des affrontements récurrents entre groupes armés à connotation ethnique exposaient les communautés Hunde et Nyanga à une escalade de conflit intercommunautaire en 2019. Les autorités locales avaient pris au sérieux cette situation et avaient diligenté une descente la Pinga du 16 au 19 juillet 2019, où ils avaient tenu un conseil de sécurité mixte entre les autorités de Masisi et les autorités de Walikale. Ce conseil de sécurité avait connu la participation de tous les membres du conseil de sécurité des Bashali, du chef de secteur des Wanianga et du chef de groupement Ihana fils du feu Mwami Ngulu Maneno. Les résolutions prises dans ce conseil ont été à la base de plusieurs changements aussi bien dans l'amélioration de la situation sécuritaire que des relations entre les communautés Hunde et Nyanga. Pendant la période de prolongation, et avec les fonds additionnels, le projet vise à appuyer les deux Collectivités des Bashali (Masisi) et des Wanianga (Walikale) à continuer la mise en application des conclusions de la réunion mixte du comité de sécurité tenue à Pinga en juillet 2019 facilitée par le projet :

- Premièrement, une **rencontre sera organisée pour passer en revue les engagements pris** entre les deux parties dans la réunion de juillet 2019 et évaluer le progrès et les priorités qui restent pour que le conflit soit déclaré fini. Une rencontre sera organisée et connaîtra la participation des notables (deux chefs de chefferie de Bashali et de secteur de Wanianga et les chefs des localités et groupements) et les autorités qui ont participé dans la réunion à Pinga en juillet 2019. La rencontre se tiendra à Mutongo pendant une journée hormis la journée de préparation.
- Deuxièmement, avec les fonds additionnels, le projet va appuyer **la réhabilitation du Pont Ifofa de Pinga**. Pendant la même réunion de conseil de sécurité, il a été décidé que la réhabilitation du pont représente la fin au litige entre Hunde et Nyanga autour de l'assassinat de Mwami Maneno Ngulu ancien Chef de Groupement Ihana (Walikale). ASP recourra à l'expertise des deux communautés et au service technique de la Chefferie. Dans le processus de réhabilitation de ce pont, les deux Cheffes de localité de Bushimoo (Hunde) et de Nkasa (Nyanga) joueront le rôle central dans l'organisation de différentes sous activités.

2.4. Préparer les jeunes accompagnés dans le projet pour qu'ils sont dans une position de prendre le relai après la fin du projet

Pendant les deux dernières années, le projet a appuyé des initiatives de HIMO entre les jeunes issues des communautés différentes et a construit des centres des jeunes, où les jeunes peuvent accéder des formations, des informations et des ressources pour continuer à s'échanger et attirer des autres jeunes dans le milieu de les joindre dans les activités de cohabitation pacifique. Le projet vise à renforcer ces efforts, qui font partie de la préparation pour les activités de reconstruction, réinsertion, et réhabilitation (RRR) qui vont suivre le projet Njia za Makubaliano. Ces activités ont été planifiées pour les derniers six mois du projet mais **ont connu un retard à cause de la pandémie Covid-19** où les équipes n'ont pas pu faire le terrain et exécuter les activités avec les structures locales. 3 grandes activités seront menées pendant la phase de prolongation du projet :



- **Etude des groupes armés:** après des discussions avec le Secrétariat Technique, le projet prévoit faire une étude sur les groupes armés qui opèrent dans la zone prioritaire du projet. L'étude servira comme base pour les activités RRR qui seront organisées pour les jeunes après la fin du projet. C'est ainsi que l'étude va se focaliser sur le rôle des jeunes dans les groupes armés, spécifiquement leurs rôles dans les structures des groupes, les sources de leurs activités économiques, leurs alliances et fonctionnement pour que des initiatives efficaces qui répondent aux besoins et la réalité des jeunes combattants soient élaborées. La recherche va aussi aider d'identifier des activités avec les jeunes pour les décourager de rejoindre les groupes armés. Le Secrétariat Technique va organiser des actions de plaidoyer avec les autorités au niveau local, provincial et national sur les résultats de la recherche et avoir leur « buy in » pour les activités qui vont suivre avec les jeunes.
- **Organiser des espaces de dialogues entre les jeunes ex-combattants et jeunes non-combattants:** Il s'observe une cohabitation difficile entre les deux catégories des jeunes, la première faisant l'objet des stigmatisations, des stéréotypes et, de la méfiance pendant que la seconde subit constamment des intimidations. Cette activité est conçue pour tenter de restaurer la confiance et l'harmonie entre les deux groupes et pour les préparer pour les activités RRR qui vont suivre le projet en vue de compléter certains efforts d'appui en AGRs déjà commencé par les projets précédents comme le projet du consortium de UNNHABITAT et celui de DRC. Cette activité est importante pour surmonter la méfiance et les attitudes négatives les uns vis-à-vis des autres. Le projet va saisir l'ouverture du gouvernement pour rassembler les ex-combattants. Le projet va travailler avec les deux groupes séparément avant d'organiser le dialogue ensemble pour gérer les sensibilités.
- **Installation des panneaux solaires au centre des jeunes a Bashali:** la mission conjointe de vérification (mentionné ci-haut) qui a été effectué avant la remise officielle des ouvrages a constaté que le centre des jeunes actuellement dispose d'un groupe électrogène (doter par UNFPA) accusant une grande consommation du carburant ne rassurant pas au centre de disposer de l'énergie nécessaire pour ses différents besoins surtout l'alimentation des appareils en énergie électrique. Ce défi du centre en énergie pourrait compenser si le centre est doté de l'installation d'un Kit Solaire constitué par les panneaux solaires, batteries, convertisseur, régulateur, etc. et donc pendant la période de prolongation et avec les fonds additionnels, le projet vise à mettre en place un système solaire pour les jeunes de centre Bashali. Le secrétariat technique et les partenaires d'exécution de Njia ont accompagné les jeunes à mettre en place un manuel de gestion pour que les recettes générées par l'utilisation de la salle soient bien canalisées pour l'entretien du centre des jeunes et éviter des conflits. Le projet va charger les autorités et les structures locales de suivre l'utilisation de centre des jeunes pour assurer que les équipements ne sont pas volés.

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget

Le budget total approuvé du projet était \$1,000,000 pour une période de 18 mois de Janvier 2019 à Juin 2020. Pendant la révision du projet un fonds additionnel de \$700,000 est nécessaire pour assurer une bonne exécution de toutes les activités du projet et assure que



le projet atteint son objective. Ces fonds additionnels avaient été approuvé en fin février 2020 par le CAN.

Personnel et autres employés - le budget approuvé était de \$240,753 pour une période de 18 mois partant de Janvier 2019 au juin 2020. À la suite d'une extension du projet, une augmentation de \$94,102 est nécessaire pour permettre l'exécution des activités du projet dans cette période d'extension. Grace a cette augmentions le budget total révisé est \$334,855 soit 20% du budget total du projet.

Fournitures, produits de base, matériels - le budget total approuvé pour cette chapitre était de \$496,646; des nouvelles activités ont été ajouté pour renforcer l'impact du projet, ces activités seront exécutés pour une période de 6 mois ; le budget pour les nouvelles activités et une augmentation de certaines activités ont fait qu'il ait une réaménagement du budget qui demande un fond additionnels de \$445,515; le budget total révisé est de \$942,161 qui représente 55% du budget total révisé du projet.

Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation) - il y a aucun changement dû à l'extension du projet et le budget approuvé reste de \$1,295 qui représente 0.1% du budget total révisé.

Services contractuels - il y a aucun changement du à l'extension du projet et le budget approuvé reste de \$20,000 qui représente 1.2% du budget total révisé.

Frais de déplacement - le budget approuvé était de \$18,957; pour facilite un bon suivi des activités pendant la période d'extension, une augmentation du budget de \$3,600 est nécessaire – cette augmentation fait que le budget total révisé devienne \$22,557 qui représenté 1.3% du budget total révisé.

Transferts et subventions aux homologues - le budget total approuvé pour ce chapitre était de \$91,200 pour faciliter aux partenaires d'exécuter toutes les activités planifiées dans une courte durée, une augmentait du budget de 96,866 est nécessaire ; cette augmentation ramène le budget total sur ce chapitre à \$188,066 qui représente 11.1% du budget total révisé

Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs - le budget approuvé était de \$65,729, à la suite de l'extension du projet un fonds additionnels de \$14,122 est nécessaire pour une bonne exécution des activités du projet. Le budget révisé pour ce chapitre devient \$79,850 qui représente 4.7% du budget total révisé.

Coûts indirects - les coûts indirects représentent 7% du total de coûts directs du projet- après la révision du budget, le budget total pour ce chapitre devient \$111,215 qui représente 6.5% du budget total révisé.

I. Cause des changements apportés au projet et justification

a. Nature des changements et justification : *Cette section définit la nature de la révision recherchée et la justification de ce changement.*

Tableau 1 : Activité budgétaire du projet

Le budget se trouve en annexe

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO⁴

Catégories de dépense	budget approuvé	Fonds additionnels demandés	total	Pourcentage de budget total	Budget genre
1. Personnel et autres employés	\$240,752.97	\$94,102	\$334,855	20%	0%

⁴ Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une demande de prolongation n'ayant pas d'impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux du descriptif de projet d'origine approuvé.



2. Fournitures, produits de base, matériels	\$496,646.15	\$445,515	\$942,161	55%	47%
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$1,295.00	\$0.00	\$1,295.00	0%	0%
4. Services contractuels	\$20,000.00	\$0.00	\$20,000.00	1%	0%
5. Frais de déplacement	\$18,956.75	\$3,600.00	\$22,556.75	1%	0%
6. Transferts et subventions aux homologues	\$91,200.00	\$96,866.39	\$188,066.39	11%	0%
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$65,728.59	\$14,121.73	\$79,850.32	5%	0%
Sous-total	\$934,579.47	\$654,205.61	\$1,588,785.08	93%	0%
8. Coûts indirects*	\$65,420.53	\$45,794.39	\$111,214.93	7%	0%
TOTAL PNUNO	\$1,000,000.00	\$700,000.00	\$1,700,000.00	100%	0%
9. Frais d'Agent de Gestion (8%)	\$80,000.00	\$56,000.00	\$136,000.00		0%
10. Total Budget du Projet	\$1,080,000.00	\$756,000.00	\$1,836,000.00		47%

Le taux ne doit pas dépasser 7 % du total des catégories 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds, et doit être conforme aux règles et procédures de chaque RUNO. On notera que les coûts directs induits par l'Agence exécutant le projet doivent être comptabilisés dans la rubrique budgétaire correspondante, conformément aux règlements, règles et procédures de l'Agence en question